



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Le Ministre de la Défense

Luxembourg, le **19 MARS 2019**

Dossier suivi par:
Alex RIECHERT
Tél.: 247-82831
E-mail: alex.riechert@mae.etat.lu



Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation

L-2450 LUXEMBOURG

n. réf.: A37.285.19

Objet : Question parlementaire n°401

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse à la question parlementaire reprise sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes sentiments très distingués.

François Bausch
Ministre de la Défense

<p>Réponse de Monsieur le Ministre de la Défense à la question No 401 du 21 février 2019 de l'honorable Députée Diane Adehm</p>
--

Réponse à la question 1 :

Non, il n'est pas prévu de faire appel du jugement du 5 février 2019.

Réponse à la question 2 :

Mes services sont en train d'étudier les éléments sur lesquels le tribunal administratif s'est appuyé pour critiquer le comportement du gouvernement dans son jugement du 5 février 2019 afin d'identifier la meilleure voie à suivre dans la présente affaire.

Réponse à la question 3 :

Une potentielle mise en cause de la responsabilité civile de l'Etat dépend tout d'abord de la décision du demandeur d'assigner ou non l'Etat en dommages et intérêts. Si tel était le cas, il incomberait aux tribunaux d'apprécier le comportement de l'Etat et de juger s'il y a lieu d'indemniser le demandeur.

Réponse à la question 4 :

Des travaux visant à élaborer une nouvelle loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise ont été entamés et sont toujours en cours. Ces travaux ainsi que le nouveau projet de texte qui en découlera, tiennent compte des considérations de la Cour constitutionnelle concernant l'article 10 de la loi actuelle, telles qu'exposées dans son arrêt du 11 mars 2016.